

ARCEP : Consultation publique - Mai 2012
Analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Commentaires de Radio France sur le projet de décision de l'ARCEP

Radio France souhaite apporter ses commentaires sur le projet de décision de l'ARCEP sur les perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

En premier lieu, Radio France souhaite rappeler les trois points essentiels évoqués dans sa réponse à la consultation de l'Autorité, dont copie ci-jointe en annexe :

- 1 la nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion FM,
- 2 la nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion numérique terrestre (RNT),
- 3 les solutions de transport.

Comme l'a indiqué Radio France dans sa réponse à la consultation, les sites non-réplicables pour la TNT le sont également pour la diffusion en FM des programmes de Radio France.

Radio France prend note de la liste établie par l'Autorité en Annexe 2 de son projet de décision, relative aux sites TDF considérés comme non-réplicables pour la diffusion de la TNT.

70 de ces 76 sites accueillent la diffusion d'un ou plusieurs des programmes de Radio France, représentant 33,5 Millions d'euros de charges annuelles, soit plus de 53 % du coût total de la diffusion FM. Radio France tient à la disposition de l'Autorité les éléments détaillés de coût correspondants.

Radio France considère également que le test des trois critères définis par l'ARCEP est vérifié, critère par critère, pour les raisons suivantes :

- 1 L'existence de barrières élevées et non transitoires à l'entrée, dans la mesure où les sites non-réplicables pour la diffusion TNT ne le sont également pas pour la diffusion FM des programmes de Radio France sur lesdits sites, tant pour des raisons naturelles ou économiques que pour les raisons techniques indiquées par Radio France dans sa réponse à la consultation.
- 2 L'absence de perspective d'évolution vers une situation de concurrence effective,
 - a. dans la mesure où les réponses de TDF aux appels d'offres successifs de Radio France ne permettent pas de constater une évolution sensible des coûts à la baisse, en raison de la situation de monopole de fait évoquée ci-dessus,
 - b. dans la mesure où la diffusion de Radio France en modulation de fréquence demeurera pour de longues années le vecteur prédominant de distribution (plus de 95 % de l'audience), l'éventuel lancement de la Radiodiffusion Numérique Terrestre ne pouvant constituer une alternative ni à court ni à moyen terme (parc de 150 millions de récepteurs devant être intégralement changé, diffusion en RNT non

encore lancée autrement qu'à titre expérimental, pas de date d'extinction de la FM prévue à ce jour).

- 3 L'insuffisance du droit ex post de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché. Comme le note l'Autorité à la page 25 de son projet de décision, concernant la situation de la TNT, *« le constat de la non répliquabilité de certains sites nécessite d'imposer une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts afin d'empêcher l'opérateur dominant de tirer une rente de sa situation de monopole. Ceci n'est possible qu'avec une intervention ex ante sur les tarifs de gros, outil dont ne dispose pas le droit de la concurrence. »* Cette analyse, partagée par Radio France, s'applique totalement à sa situation sur les 70 sites sur 76 considérés comme non-répliquables par l'Autorité et sur lesquels ses programmes sont diffusés.

En conclusion, Radio France souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que le test des trois critères lui paraît vérifié, et qu'il lui apparaît donc essentiel que l'Autorité procède à une analyse complémentaire du marché de la diffusion radio. Le poids que représente le coût de diffusion sur les sites non-répliquables dans les charges de Radio France lui paraît renforcer encore l'utilité d'une telle analyse.

Annexe

ARCEP : Consultation publique - Février 2012 Analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Réponse de Radio France

Radio France souhaite apporter sa contribution à la consultation lancée par l'ARCEP sur trois points qui lui paraissent essentiels :

- 4 la nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion FM,
- 5 la nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion numérique terrestre (RNT),
- 6 les solutions de transport.

1 La nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion FM

Radio France souhaite confirmer à l'Autorité ses analyses de 2005 et de 2008, transmises à l'occasion des précédentes consultations, en y apportant des informations nouvelles et actualisées.

En premier lieu, Radio France constate et regrette à la lecture de la consultation que l'analyse développée par l'autorité soit unique pour l'ensemble du secteur de la radiodiffusion. Cette analyse ne tient pas compte de la répartition des opérateurs en catégories très distinctes, ni surtout des différences existantes entre les radios privées et le service public. Le modèle retenu par l'Autorité pour la FM est en effet celui des réseaux des radios privées, dont les sites de diffusion peuvent effectivement être proches des villes (ce qui pose néanmoins certains problèmes de réplication, comme le site de la Tour Eiffel en est l'exemple le plus évident). Il ne tient pas compte des obligations faites aux radios de service public de desservir l'ensemble du territoire et de la population, à l'instar des obligations s'imposant aux chaînes de la TNT. Le maillage historique des principaux sites d'émission permettant de remplir ces obligations est à de rares exceptions près le même que celui de la TNT, avec les mêmes difficultés concernant la réplication des sites, sur le plan géographique, technique, économique, administratif ou réglementaire.

Il est techniquement impossible de renoncer à ce réseau de sites principaux sans remettre en cause la couverture territoriale figurant au cahier des charges de Radio France, notamment pour ce qui concerne l'alerte de la population et les communications gouvernementales et territoriales, incluant les conflits. En outre, la densification du spectre hertzien résultant des travaux d'optimisation de la bande FM menés par le CSA interdit de fait tout changement de site d'émission, en raison des nombreuses coordinations et protections radioélectriques devant être respectées sur la bande FM et vis-à-vis des autres affectataires du spectre hertzien. Radio France est donc bien plus captive de ce

réseau de sites principaux que ne le sont les chaînes de la TNT, qui peuvent utiliser les possibilités offertes par le mode SFN, ce que ne permet pas la diffusion analogique.

Sur la base des critères indiqués dans la consultation, Radio France a établi une liste de 76 sites incontournables, dont la liste est jointe en annexe.

Ces 76 sites :

1. correspondent soit à des points hauts incontournables, soit à des sites considérés comme non répliquables en application des critères retenus par l'autorité pour la TNT,
2. sont en quasi-totalité les mêmes que ceux utilisés pour la diffusion de la TNT,
3. alimentent directement les territoires et pilotent une large part du réseau d'émetteurs de complément sur l'ensemble de ce territoire,
4. représentent à eux seuls près de 60% du coût de la diffusion FM pour Radio France, soit près de 35 millions d'euros annuels,
5. sont tous propriété de la société TDF.

En dépit des efforts de Radio France, la part de marché des opérateurs alternatifs reste dérisoire. A ce jour, seul le site de la Grande Jeanne, à Annecy, propriété de TDF, accueille les équipements de diffusion de la société TowerCast, grâce à la décision de règlement du différend prise par l'ARCEP à la demande de cette société.

Cet exemple unique illustre parfaitement la nécessité d'une régulation ex ante du marché de la radiodiffusion FM, les critères retenus par l'autorité pour la TNT étant totalement transposables pour ces sites à la radiodiffusion FM.

En outre, la différence de traitement introduite par l'ARCEP entre le marché de la diffusion de la TNT et celui de la radio, qu'elle soit analogique ou numérique, peut entraîner un effet aggravant, l'opérateur historique étant en situation de compenser ce qu'il perd sur les marchés régulés ex ante en accentuant les bénéfices tirés d'une position dominante sur le marché de la radio, en raison de l'exclusion dudit marché de la politique de régulation de l'Autorité.

Radio France se tient à la disposition de l'Autorité pour lui fournir tous les éléments détaillés susceptibles d'éclaircir son analyse sur ce facteur déterminant, les prestations de diffusion FM constituant le premier poste de charges de Radio France hors salaires.

2 La nécessité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion numérique terrestre (RNT)

Le lancement imminent de la Radio Numérique Terrestre (RNT) rend également nécessaire la mise en œuvre par l'Autorité d'une régulation ex ante du marché de la diffusion. Le coût de la diffusion constituera en effet pour de nombreuses années le principal coût lié à l'introduction de la radio numérique. Le choix de la bande III de fréquences, précédemment réservée à la diffusion analogique de Canal +, placera de fait le propriétaire des sites d'émission qui diffusaient les programmes de cette chaîne en position d'interlocuteur incontournable. En l'absence d'une possibilité d'accès à ces sites pour les concurrents de l'opérateur historique TDF, c'est un renforcement de la position déjà dominante de cet opérateur qui surviendra à nouveau, interdisant l'émergence d'un réel prix de marché. Une telle rente de situation viendrait, une nouvelle fois, grever le budget des opérateurs audiovisuels au moment même de financer leur transition vers le tout numérique. Cette situation

serait aggravée pour Radio France, que les missions de service public conduiront à privilégier des diffusions de forte puissance afin d'assurer la couverture surfacique nécessaire aux travaux préalables à l'extinction éventuelle de la diffusion analogique.

3 Les solutions de transport

Dans sa consultation, l'ARCEP relève que seule la société TDF propose le service TMS, solution de transport des signaux des chaînes de télévision, mais également à compter de cette année solution de transport des signaux de Radio France. L'Autorité indique que ce manque de concurrence pourrait constituer une barrière difficilement franchissable pour les opérateurs alternatifs, en augmentant leurs coûts sur les sites dits complémentaires du réseau principal. Radio France partage cette inquiétude et souhaite vivement que l'ARCEP puisse, comme elle le propose, demeurer attentive à l'impact de ce facteur sur le marché.

Enfin, concernant les solutions de transport des signaux par satellite, Radio France souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que la majeure partie du coût de ces solutions ne repose pas sur le coût de la composante satellitaire, mais sur celui de la prestation de réception des signaux (parabole et décodeur démultiplexeur), du fait de la multiplicité des sites d'émission. Cette prestation de réception n'est pas distincte de la prestation de diffusion, dans la mesure où elle ne peut être actuellement assurée que par le diffuseur propriétaire du site. Toute évaluation anormalement majorée du coût unitaire de cette prestation pour un système satellitaire concurrent du sien propre conduit de fait à l'établissement d'une forte barrière pour les opérateurs alternatifs. Dans le cas de Radio France, cette situation est aggravée par le poids de l'opérateur historique TDF, qui détient plus de 95 % du marché de la diffusion FM.